

# ACTION URGENTE

## COLOMBIE. DES PARAMILITAIRES ADRESSENT DES MENACES DE MORT

En deux occasions différentes, les 16 et 17 juillet dernier, des paramilitaires ont adressé des avertissements et des menaces de mort à des défenseurs des droits humains, dont Rocio Campos et Elizardo Badillo, chez qui les paramilitaires ont déposé un message la veille à son domicile, le menaçant de mort ainsi que d'autres membres du mouvement en faveur des libertés fondamentales de Barrancabermeja, dans le nord de la Colombie.

Le 17 juillet 2013, deux hommes montés sur une moto non immatriculée sont arrivés chez **Rocio Campos**, à Barrancabermeja, dans la région du Magdalena Medio (nord du pays). Cette femme est membre de la section du Magdalena Medio du Mouvement national des victimes de crimes d'État (MOVICE). Elle ne se trouvait pas à son domicile à ce moment-là et les deux hommes, dont un était apparemment armé, ont dit à sa fille : « Dis-lui que ceux qui lui ont interdit de faire son travail en faveur des droits humains sont en train de la chercher. » Rocio Campos se bat pour obtenir vérité et justice, en particulier dans l'affaire du massacre commis par des paramilitaires le 16 mai 1998. Ce jour-là, outre ceux qui ont été tués, 25 personnes, dont le frère de la militante, ont été victimes de disparition forcée. La dépouille de certaines d'entre elles ont été rendues à leurs familles au cours d'une cérémonie qui a eu lieu les 5 et 6 juillet. À cette occasion, Rocio Campos s'est adressée aux médias pour réclamer justice.

Le 16 juillet 2013, une menace de mort a été déposée au domicile du dirigeant associatif **Elizardo Badillo**. Sur le message figurait le même logo paramilitaire qui apparaissait sur un message similaire adressé le 11 juillet dernier à Juan Carlos Galvis, des militants LGBTI et d'autres personnes

(voir <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR23/030/2013/fr>). Plusieurs organisations et individus en faveur des libertés fondamentales étaient cités dans cette nouvelle menace, notamment la coalition Espace des défenseurs des droits humains (ETTDH) à Barrancabermeja, à laquelle MOVICE Magdalena Medio appartient. Le message indiquait que les personnes et organisations nommées avaient jusqu'au 4 août prochain pour quitter la ville et prévenait : « Ne perdez pas votre temps à porter plainte et à jouer aux policiers, cette sentence de mort est définitive. » Plusieurs membres de mouvements sociaux et de défense des droits humains à Barrancabermeja ont discuté d'une éventuelle réunion publique qui se tiendrait le 3 août.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- faites part de votre inquiétude concernant Rocio Campos et d'autres membres du MOVICE, ainsi qu'Elizardo Badillo et les autres personnes nommées dans la menace de mort (voir deuxième page), et appelez les autorités à leur fournir une protection efficace, dans le respect de leurs souhaits ;
- engagez-les à diligenter des enquêtes minutieuses et impartiales sur les menaces adressées à ces personnes, à rendre les conclusions publiques et à traduire les responsables présumés en justice ;
- exhortez-les à prendre sans délai des mesures pour démanteler les groupes paramilitaires, comme le gouvernement s'y est engagé et conformément aux recommandations des Nations unies et d'autres organisations intergouvernementales.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 4 SEPTEMBRE 2013 À :

#### Président de la Colombie

Juan Manuel Santos  
Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26  
Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Santos, / Monsieur le Président,*

#### Ministre des Affaires étrangères

María Ángela Holguín  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Palacio San Carlos, Calle 10 No. 5-51  
Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 381 4742 (merci de vous montrer persévérant-e)

Formule d'appel : *Estimada Ministra, / Madame la Ministre,*

#### **Copies à :**

MOVICE Magdalena Medio  
Carrera 18 No 48-18  
Barrio Colombia  
Barrancabermeja, Colombie

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## COLOMBIE. DES PARAMILITAIRES ADRESSENT DES MENACES DE MORT

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les civils sont les principales victimes du conflit armé qui déchire la Colombie depuis de nombreuses années et qui oppose les forces de sécurité, agissant seules ou avec la complicité des paramilitaires, à divers groupes de guérilla. Les membres de syndicats, d'organisations de défense des droits humains et d'autres organisations à vocation sociale sont souvent accusés par les forces de sécurité et les paramilitaires de collaborer ou de sympathiser avec la guérilla. Par conséquent, ils sont souvent victimes d'homicides, de menaces ou de disparitions forcées. Des défenseurs des droits humains ont également été menacés ou tués par des groupes de guérilleros qui les accusaient de se ranger du côté de l'ennemi.

Les groupes paramilitaires colombiens sont censés avoir été démobilisés dans le cadre d'un programme lancé par le gouvernement en 2003, mais les menaces proférées contre des organisations de défense des droits humains et des syndicats, dans la région du Magdalena Medio et ailleurs, montrent qu'ils sont toujours actifs. Plusieurs organisations colombiennes de défense des droits humains ont exprimé leurs inquiétudes quant au fait que les paramilitaires incarcérés continuent de fomenter des crimes depuis leur prison.

Depuis ces dernières années, des mouvements de guérilla sont également à l'origine de bon nombre d'homicides et de menaces dans le pays.

Le MOVICE est une vaste coalition d'organisations de la société civile, qui milite pour obtenir vérité, justice et réparation au nom des victimes du conflit armé qui déchire la Colombie depuis des années. Ses membres rassemblent des informations et dénoncent de nombreux cas d'homicides et de disparitions forcées orchestrés par les forces de sécurité et les groupes paramilitaires.

L'Espace des défenseurs des droits humains est une coalition de différents secteurs de la société civile, comprenant des organisations de défense des droits humains, des syndicats et des militants LGBTI à Barrancabermeja.

Le 16 mai 1998, des paramilitaires lourdement armés se sont rendus sans entrave dans plusieurs quartiers pauvres de Barrancabermeja. En chemin, ils ont réuni des habitants avant d'en tuer plusieurs sur place et d'obliger beaucoup d'autres à monter à bord de camions. Vingt-cinq personnes ont ainsi été enlevées.

La menace de mort déposée le 16 juillet chez Elizardo Badillo indiquait : « Le CREDHOS, ASORVIM, Quinto Mandamiento, Gente en Acción, l'ETTDH, dirigé par Mme Ana, les Juanas et William Mendoza sont les plus provocateurs, ils ont déjà été prévenus. Elizardo Badillo, Ana Briseida, Edwin Cadona, directeur de l'école Camilo Torres, M. Nieto, vous avez jusqu'au 4 août pour quitter la ville. »

Personnes concernées : Rocio Campos (f), Elizardo Badillo (h), Ana Teresa Rueda (f), William Mendoza (h), Ana Briseida (f), Edwin Cardona (h), Oviedo Nieto (h) et les membres des organisations de l'ETTDH, dont MOVICE Magdalena Medio, CREDHOS, ASORVIM, ASODESAMUBA, Quinto Mandamiento et Gente en Acción

Hommes et femmes

AU 190/13, AMR 23/032/2013, 24 juillet 2012

